

ÉTUDES ET RÉFLEXIONS

CUBA, LE SYNDROME 1984

■ VINCENT BLOCH ■

A lors qu'elle avait été arbitrairement démise de ses fonctions de responsable de la comptabilité dans une cimenterie de Santiago de Cuba, une femme de 42 ans a fini par récupérer son emploi, après avoir réussi à rendre publique l'injustice dont elle avait été victime. Deux ans auparavant, ses supérieurs hiérarchiques l'avaient évincée en la déclarant coupable d'avoir « agi pour son propre compte, mis en doute la confiance qu'elle devait avoir à l'égard de sa direction et diffusé des rumeurs infondées ». Depuis des années, elle n'avait cessé de dénoncer les malversations financières dont ils étaient responsables.

Elle avait d'abord fait appel devant le ministère de la Construction et le Parti communiste, mais son renvoi avait été confirmé. Les autorités locales du Parti communiste avaient bien fait suivre sa requête au niveau provincial, mais le secrétaire chargé de l'industrie du bâtiment, ami personnel du directeur de la cimenterie, avait opposé une fin de non-recevoir. Tenace, elle a finalement obtenu gain de cause auprès des autorités nationales du Parti communiste, qui ont ordonné simultanément sa réhabilitation et un audit de la cimenterie. L'organe officiel du Parti communiste, le quotidien *Granma*, a récapitulé sur une pleine page et deux jours durant les détails de son calvaire, livrant au passage un aperçu dévastateur du système de détournements mis en place par les gérants des diverses usines de production.

ÉTUDES ET RÉFLEXIONS

Cuba, le syndrome 1984

Faut-il déduire à partir de tels exemples, et du fait que les langues se délient, trouvent le relais des autorités, ou que la presse fait la lumière sur certaines des réalités du *sociolismo* (1), que le régime cubain vit à l'heure actuelle un processus de remise en cause sans précédent ?

C'est une conclusion en vogue dans la presse internationale, depuis que Raúl Castro a évoqué des « réformes nécessaires », lors du discours prononcé le 26 juillet dernier, et que les Cubains ont été invités dans son sillon à « parler sincèrement et librement » des dysfonctionnements de « la Révolution », dans le cadre de réunions locales du Parti et des syndicats. Il est à craindre cependant que de telles vues reflètent davantage, à défaut d'un changement en cours, l'enfermement spéculatif de la machine médiatique dans l'immédiateté des micro-événements qu'elle a elle-même sélectionnés.

Débats et autocritiques : un processus récurrent et pervers

Dans la dynamique de cet emballement, « l'épisode de la cimenterie » pourrait par exemple tout à fait illustrer une mise à mal *inédite* des principes de discipline et d'obéissance aux dirigeants... si ce n'est que cet événement remonte à 1984 et que sa divulgation dans le quotidien *Granma* date des 25 et 26 décembre 1986. Rapporté par Marifeli Pérez Stable dans l'édition du 26 septembre 1987 de l'hebdomadaire américain *The Nation*, il montrait, d'après cette sociologue cubano-américaine, les effets du « processus de rectification des tendances et erreurs négatives » décrété par Fidel Castro en avril 1986.

Ainsi le crédit démesuré accordé aux « critiques » actuelles n'est possible que si l'on ignore la récurrence avec laquelle la mise en scène du débat et l'appel à la remise en cause ont fait irruption dans le « processus révolutionnaire » au cours des cinq dernières décennies.

La volonté de Raúl Castro de mener un combat contre la corruption et les divers manquements aux normes exprime moins un sens soudain de la réalité qu'elle ne s'inscrit dans la continuité de la

ÉTUDES ET RÉFLEXIONS

Cuba, le syndrome 1984

lutte sur laquelle Fidel Castro avait mis l'accent depuis 2004, en évoquant notamment le risque d'une « autodestruction de la Révolution ». Déjà, le « processus de rectification » engagé en 1986 avait donné lieu à un avertissement formulé exactement dans les mêmes termes, et l'appel à la « conscience révolutionnaire » pour remédier aux dysfonctionnements internes avait là aussi longuement été discuté dans le cadre des réunions du Parti et des « organisations de masse ». Et plus loin encore dans le passé, l'échec en 1970 de la « *zafra* des dix millions » (2) avait débouché sur une « nécessaire autocritique » du « processus révolutionnaire ». « L'humilité » étant « la première qualité » d'un « révolutionnaire », Fidel Castro avait enjoint au « peuple » de « débattre ». La création, dans le cadre de la Constitution de 1976, des « organes du pouvoir populaire », aux niveaux municipal, provincial et national, avait été par la suite présentée comme l'aboutissement de ces « discussions » et venait pallier le manque de délibération et de participation populaire aux prises de décision.

À chaque fois, le débat ou l'autocritique sont décrétés afin d'analyser les obstacles « internes » qui empêchent d'atteindre l'utopie révolutionnaire, tant du point de vue de l'égalité et de la justice sociale que du bien-être matériel. Mais, en réaffirmant que cette utopie reste l'horizon fixe du processus révolutionnaire, l'objet du débat devient de comprendre par quoi elle est contrainte, et l'autocritique en vient inmanquablement à scruter la responsabilité d'individus et de groupes particuliers.

Les « critiques » permettent alors d'identifier les manquements de chacun aux normes, et il apparaît que le « peuple » dans son ensemble est tout aussi victime de « profiteurs » qui tirent parti des failles du système que de « l'incompétence » et des « illégalités » commises par des fonctionnaires ou dirigeants intermédiaires. Et c'est seulement parce que ceux-ci se sont révélés indignes de la confiance dont le Parti, l'armée, les « organisations de masse » ou le Commandant en chef les avaient investis, que des solutions plus avisées doivent être envisagées, ce pour atteindre les objectifs qui, « la preuve étant faite », ne sont pas en eux-mêmes à la source des problèmes « débattus ».

Une fois la lumière faite sur toutes ces entraves et les responsables sanctionnés, les hauts dirigeants pourront éventuellement instaurer les réformes qui permettront à l'avenir d'éviter de tels dysfonction-

ÉTUDES ET RÉFLEXIONS

Cuba, le syndrome 1984

nements. Dans ces conditions plus favorables, le peuple discipliné pourra, « comme il le souhaite », se remettre efficacement au travail.

Des espaces de contestation inopérants

Les discussions récentes n'ont guère donné lieu à autre chose qu'une libération encadrée de la parole, dans un contexte de suspicion généralisée où chacun ne peut se défaire du jour au lendemain de la paranoïa nourrie à l'égard du voisin, du « critique » courageux et, bien entendu, de la tolérance affichée par le gouvernement. Les Cubains, déroutés par une ligne gouvernementale dont la rationalité se dérobe à l'interprétation, et depuis longtemps habitués à la perte du sens des actes et des mots, ne peuvent se prêter soudainement au débat de la même façon que les élus et les citoyens d'une société démocratique, pour lesquels cet exercice relève de la routine.

Les débats extraordinaires ont, en fin de compte, à l'échelle nationale, la fonction cathartique des « débats » et « processus critiques » circonscrits « en temps ordinaire » au niveau municipal. Chaque année en effet, le délégué du Pouvoir populaire « rend ses comptes » devant l'assemblée des électeurs de sa circonscription. À cette occasion, les critiques fusent systématiquement contre la pénurie de transports, le délabrement des logements, l'état de la voirie, l'absence d'hygiène, l'insuffisance et la faible qualité des prestations assurées par les « entreprises du Pouvoir populaire »... Invariablement, délégués et fonctionnaires aux niveaux municipal et provincial en endossent la responsabilité. Aussi les « processus critiques » permettent-ils de désigner çà et là des boucs émissaires, de mettre en mouvement et d'épurer le corps révolutionnaire. Plus important encore, ils permettent une circulation des élites, la destitution de certains fonctionnaires et dirigeants permettant l'émergence de nouveaux groupes d'individus répondant aux critères de mérite mis en exergue par le régime.

Les débats à Cuba ont donc des caractéristiques particulières, auxquelles n'échappe pas le dernier en date. Premièrement, ils sont décrétés, par la plus haute autorité, qui décide alors par elle-même d'incarner sa propre contradiction, en excluant d'emblée toute remise en cause de son rôle et du bien-fondé du régime mis en place en

ÉTUDES ET RÉFLEXIONS

Cuba, le syndrome 1984

1959. Au-dessus du débat, l'élite au pouvoir met ainsi potentiellement sur le gril tous les dirigeants subalternes qui ont jusque-là suivi la ligne avec zèle. Deuxièmement, ces débats ne dérogent pas à l'impératif d'unanimité, puisqu'ils sont dissociés des organes au sein desquels se prennent les décisions. Et enfin, ils ne constituent des espaces de contestation que dans la mesure où ils sont inopérants.

Certains répondront que cette fois c'est différent, car Fidel est en retrait et l'élite au pouvoir est débordée par la virulence des critiques. C'est justement oublier avec quelle fougue et quelle intensité les Cubains s'étaient prêtés en 1991 au jeu du processus autocritique, dans le cadre des réunions de quartier accompagnant la phase préparatoire du IV^e Congrès du Parti communiste. Déjà, certains des participants étaient allés jusqu'à réclamer des élections libres. C'est surtout faire peu de cas aux niveaux record atteints en 2007 par l'émigration légale et illégale, qui tendent à démontrer que « la libération de la parole », dans une société à ce point atomisée, ne débouche guère sur des formes de mobilisation collective ou un intérêt renouvelé pour la redéfinition d'un projet commun.

Une vision simpliste de la domination totalitaire

Plus généralement, la manie d'annoncer en permanence « la transition » (vers quoi d'ailleurs ?), de constater « le changement » ou de relever « l'inédit » dénote, faute de véritable connaissance historique et sociologique, une vision caricaturale des régimes totalitaires. Selon cette vision, déclinée au cas cubain, l'effondrement du bloc soviétique a sapé les fondements internes du régime castriste, mettant fin à la domination totale, prévue et sans faille que l'État exerçait jusque-là sur la société. Cette représentation d'un régime totalitaire, à sa supposée époque de gloire, semble directement dériver de la lecture de *1984*. Dans cette œuvre, George Orwell décrivait des robots « réduits – selon l'expression de Hannah Arendt (3) – à une identité immuable d'actions et de réactions », hermétiquement cloisonnés les uns par rapport aux autres, au sein d'une société où n'existait aucun espace pour le

ÉTUDES ET RÉFLEXIONS

Cuba, le syndrome 1984

conflit. Mais *1984* est un roman, tout au plus une image littéraire de ce que serait un régime totalitaire « parfait » s'il parvenait à réaliser entièrement son projet, alors que les premiers théoriciens du totalitarisme, parmi lesquels Hannah Arendt, utilisaient ce terme dans une acception très restreinte, de « tension vers ».

Tout en reconnaissant à ces régimes une capacité de domination qui n'est pas équivalente à celle d'une dictature classique, historiens et sociologues ont expliqué par la suite combien les dirigeants étaient eux-mêmes contraints par l'imprévisibilité de la société et régulièrement réduits au compromis pour asseoir cette domination. Comme le montrent notamment les travaux de l'historien Christopher Browning, même les décisions qui ont conduit à la mise en œuvre par le régime nazi de la « solution finale à la question juive », qui dans notre imaginaire cristallise la vision la plus extrême de la domination totale, ne relevaient pas de la *seule* obsession idéologique d'un pouvoir sans frein. Les plaintes des bourreaux confrontés directement à leurs victimes, le risque d'une fronde de l'opinion publique et les divergences d'intérêts entre dirigeants de haut rang, autorités locales et fonctionnaires subalternes firent, à la fin de l'année 1941, apparaître les camps d'extermination comme la solution la plus « pratique » (4).

Aucun régime totalitaire n'est immobile ou statique, à commencer par le régime castriste. La permanence d'un délire idéologique peut coexister avec un certain sens de la réalité, et il est tout à fait possible que Raúl Castro soit disposé à comprendre que l'efficacité économique et la hausse de la production sont liées à un accroissement relatif et contrôlé de la libre entreprise. Des réformes techniques finiront donc sûrement par voir le jour. Les médias du monde entier en feront un événement cataclysmique, mais ils continueront d'éluder une analyse de fond : un régime qui a tenu aussi longtemps et qui a encore de beaux jours devant lui interagit avec la société et produit des modes d'échanges, de consensus, d'entente et d'adhésion. Et c'est là que notre imaginaire libéral et démocratique nous induit en erreur et nous empêche de concevoir qu'un tel régime puisse relever d'autre chose que de la folie, de la terreur et de la domination sans faille d'un groupe sur une société qui ne rêverait que de liberté, d'acceptation de la différence et de droits de l'homme.

ÉTUDES ET RÉFLEXIONS

Cuba, le syndrome 1984

À Cuba, l'ordre continue de pallier la faiblesse des constructions imaginaires de la nation et rassure face à la crainte de l'autre, qu'il soit noir, blanc, « illustré » ou « plébéien ». L'habitude de mentir, de contourner règles et normes, de jouer sur des registres multiples a, quant à elle, ravagé le tissu social et produit des « lésions anthropologiques » considérables, selon l'expression de l'archevêque Pedro Meurice. Parallèlement aux débats des cubano-logues sur la nature « post-totalitaire charismatique précoce » (5), « sultaniste » (6) ou « autoritaire » (7) du régime « postcastriste », et bien après que la presse internationale aura décrété que « cette fois », « les choses bougent à Cuba », les piliers de l'expérience révolutionnaire pèseront longtemps sur la société cubaine.

1. De *socio*, « pote ». Les *sociolistas* s'accordent mutuellement des facilités par démarches administratives interposées et pratiquent échanges, vols et détournements aussi bien à des fins personnelles que pour approcher les objectifs de production qui leur sont assignés.
2. À Cuba, la récolte de la canne à sucre est appelée la *zafra*. En vue de produire 10 millions de tonnes de sucre en 1970, toutes les forces du pays avaient été mobilisées à partir de 1969. Un record de production avait été battu (8,5 millions de tonnes), mais l'objectif n'avait pas été atteint.
3. Hannah Arendt, *les Origines du totalitarisme, le système totalitaire*, chap. III : « Domination totale », Gallimard, coll. « Quarto », 2000, p.782.
4. Voir notamment Christopher Browning, *les Origines de la solution finale : l'évolution de la politique anti-juive des nazis, septembre 1939-mars 1942*, Les Belles Lettres, 2007.
5. Voir les modèles définis par Juan Linz et Alfred Stepan, *Problems of Democratic Transition and Consolidation : Southern Europe, South America, and Post-Communist Europe*, The Johns Hopkins University Press, Baltimore, 1996.
6. Le concept de sultanisme tel qu'il est appliqué actuellement au régime politique cubain ne correspond guère à la description qu'en avait fait à l'origine Max Weber.
7. Voir notamment Jorge I. Domínguez, *Cuba hoy : analizando su pasado, imaginando su futuro*, Editorial Colibrí, 2006.

■ Doctorant à l'École des hautes études en sciences sociales, Vincent Bloch a coordonné le numéro 61-62 (été-automne 2006) de la revue *Problèmes d'Amérique latine* : « Cuba : un castrisme sans Fidel ? », (Choiseul, en collaboration avec Gilles Bataillon et Frédérique Langue), le numéro 85-86 (2006) de la revue *Communisme* : « Cuba : un univers totalitaire », (L'Age d'Homme, en collaboration avec Gilles Bataillon) et le dossier « Cuba : comment sortir de la "Révolution" ? » (à paraître au premier semestre 2008, en collaboration avec Romy Sanchez) dans la revue *Nuevo mundo Mundos Nuevos* (<http://nuevomundo.revues.org>).